

LA PROTECTION DE LA RENTE DES RETRAITÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (LOI RCR)

INTRODUCTION

Contrairement à la croyance populaire et à celle de la majorité des retraités, les rentes payées par les régimes privés au Québec ne sont pas garanties. La loi RCR prévoit que l'employeur est responsable des déficits de la caisse de retraite autant en cours de Régime qu'à sa terminaison. Cependant, les rentes des retraités sont garanties uniquement par les actifs du Régime et la capacité de payer de l'employeur, promoteur du Régime. Ainsi, si le Régime de retraite se termine en position de déficit, l'employeur doit le combler. Cependant, si l'employeur ne peut pas payer le déficit, la rente des retraités sera diminuée en proportion du déficit.

Il ne s'agit pas d'un problème fréquent, mais lorsqu'il survient, il est dramatique pour les retraités qui se fient à leur rente de retraite pour assurer leur subsistance.

LES CAUSES DES DÉFICITS DANS LES RÉGIMES DE RETRAITE

De façon simpliste, on pourrait dire que les mauvais rendements boursiers des années 2000 à 2002 ont réduit l'actif des caisses de retraite alors que la baisse des taux d'intérêts a augmenté le passif des Régimes de retraite avec comme résultat cumulatif que des déficits sont apparus dans de nombreux Régimes de retraite au Canada.

Par ailleurs, si on analyse les causes un peu plus profondes, on verra que depuis le début des années 80, à peu près 50 % des employeurs ont pris des congés de contribution et ce, pour des montants faramineux. S'ils n'avaient pas pris de tels congés de contributions, il n'y aurait pas autant de déficit actuellement dans les Régimes de retraite. De plus, on peut constater que les surplus ont servi, dans une très moindre mesure, à donner des améliorations aux prestations, particulièrement pour améliorer les rentes anticipées. Or, de telles améliorations (qui ont utilisé beaucoup de surplus) ne donnent absolument rien à ceux qui sont des retraités lors de telles améliorations. Troisièmement, des hypothèses actuarielles trop libérales ont artificiellement tenu les cotisations des employeurs à un niveau trop bas. Finalement, des politiques de placements déficientes ont contribué à créer les déficits. En effet, des politiques de placements trop agressives en actions boursières ont fait en sorte que les pertes subies sur le marché boursier a frappé plus durement les caisses de retraite qui étaient investies plus massivement en action. En effet, si les caisses de retraite avaient été investies de façon plus importante en obligations, l'actif de la caisse aurait augmenté en même temps que les passifs de sorte que les déficits auraient été beaucoup plus petits. Finalement, les gestionnaires des caisses de retraite n'ont pas pratiqué la technique de l'appariement entre l'actif et les passifs de la caisse de retraite, ce qui a rendu les caisses de retraite vulnérables.

Dans tous les cas mentionnés précédemment, les retraités n'ont rien eu à voir dans ces décisions, n'en ont pas profité et ne devraient pas, en toute équité, en subir les effets négatifs.

LE PROBLÈME SE POSE DANS LE CAS DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DE COMPAGNIE (LACC) ET DE LA LOI SUR LA FAILLITE.

a) L'EFFET D'UN DÉFICIT À LA TERMINAISON D'UN RÉGIME DE RETRAITE.

Il arrive souvent dans le cas de difficultés financières de l'employeur et dans tous les cas lorsqu'il y a faillite, que le Régime de retraite se termine. Dans un tel cas, l'actuaire du régime prépare un rapport de terminaison en vue d'acquitter les droits à pension des participants actifs et des participants retraités. Ce rapport de terminaison déterminera s'il y a un surplus ou un déficit dans la caisse de retraite. Lorsqu'il y a un surplus, celui-ci est attribué conformément aux articles 230.1

et suivants de la loi RCR. Lorsqu'il y a un déficit, l'article 228 de la loi RCR stipule que ce manque d'actif constitue une dette de l'employeur. Ce manque d'actif correspond aux actifs de la caisse moins la valeur des droits à pension de tous les participants.

b) L'EFFET NÉGATIF D'UN DÉFICIT SUR LES RENTES DES RETRAITÉS LORSQUE L'EMPLOYEUR EST INSOLVABLE.

Dans une situation où l'employeur est insolvable, l'article 228 de la loi RCR devient théorique parce que l'employeur ne peut pas payer ce qu'il doit à la caisse de retraite. Dans un tel cas, le déficit est assumé par les participants actifs et par les participants retraités. Ainsi, dans le cas des retraités, on diminuera la rente en conséquence.

Par ailleurs, la dette de l'employeur à l'égard du Régime de retraite devient une créance ordinaire dans les actifs de la compagnie en faillite. Étant donné que dans la majorité des cas, les créanciers ordinaires ne reçoivent rien, l'employeur ne peut pas assumer sa dette malgré l'obligation légale et ce sont les participants au régime de retraite qui assument la perte. Ainsi, lorsque les employeurs prétendent qu'ils assument les risques dans un régime de retraite, cela mérite une certaine qualification!

c) L'EXEMPLE DE LA COMPAGNIE IVACO

La situation de la compagnie Ivaco est assez typique et peut être résumée dans ces grandes lignes de la façon suivante. La compagnie Ivaco s'est placée sous la protection de la Cour en vertu de la LACC. Dans le cadre des procédures légales, la Cour supérieure de l'Ontario a ordonné à la compagnie Ivaco de payer le service courant mais non les cotisations pour amortir le déficit tel que l'exige l'article 39 de la loi RCR. Dans le cadre de ce processus de restructuration, un acheteur américain a été trouvé pour acheter les actifs de la compagnie. Dans le cadre de la restructuration, la compagnie américaine a accepté de reconnaître les Régimes de retraite syndiqués mais pas le Régime de retraite des salariés. En conséquence, lors de la vente, le Régime de retraite des salariés d'Ivaco s'est terminé. Le Régime de retraite accuse un déficit d'approximativement 35 000 000,00 \$ sur des actifs d'un peu plus de 100 000 000,00 \$. Le fait que la compagnie Ivaco n'ait pas eu à payer une partie des cotisations qu'elle était autrement légalement obligée de payer a fait en sorte que le déficit de la caisse de retraite s'est située à 35 000 000,00 \$ plutôt qu'à 19 000 000,00 \$. Présentement, le comité de retraite veille à poursuivre l'employeur pour récupérer les sommes dues et l'affaire est présentement devant les tribunaux.

d) L'EXEMPLE DE MINES JEFFREY

Dans cette affaire, l'employeur s'est placé sous la protection de la Cour en vertu de la LACC. La cour a ordonné que l'employeur continue à payer le service courant mais non les cotisations pour amortir le déficit. La compagnie a terminé le Régime de retraite syndiqué de même que le Régime de retraite des non-syndiqués avec le résultat que chaque régime a accusé un déficit important. Dans le cadre de la proposition faite en vertu de la LACC, les Régimes de retraite n'ont obtenu rien de satisfaisant. Les retraités de Mine Jeffrey ont vu leurs rentes être coupées d'à peu près 36 %.

Les retraités, qui par définition, ont terminé leur carrière n'ont aucun pouvoir à l'égard de l'employeur. De plus, ayant pris leur retraite, ils n'ont plus d'alternative économique pour récupérer la perte qu'ils subissent de sorte que cette perte est une perte viagère.

LES SURPLUS DES RÉGIMES DE RETRAITE ET LES RETRAITÉS

Dans les régimes privés, les retraités sont traités injustement à l'égard des surplus de caisse de retraite. En effet, la Loi RCR ne donne pas de voix aux retraités sur le financement du Régime, sur les améliorations

qui utilisent les surplus ni sur la prise de congé de contribution des employeurs (mais parfois aussi des participants actifs). Même si la majorité des retraités ont pris leur retraite alors que le Régime était en situation de surplus, ils se retrouvent aujourd'hui dans un Régime de retraite en situation de déficit.

Dans le secteur privé, les Régimes de retraite ne sont généralement pas indexés et les retraités participent très peu dans l'utilisation des surplus. Ainsi, les retraités voient leur pouvoir d'achat baisser à chaque année d'un niveau égal à l'inflation.

Pourtant, des surplus importants (généralement près de la moitié) ont été générés par des rendements excédentaires sur le capital réservé pour payer les rentes des retraités.

Les retraités se retrouvent dans la position inconfortable où ils ne participent pas à l'amélioration de leur rente dans la situation où des surplus se développent alors qu'ils assument des risques lorsque l'employeur est incapable de payer un déficit, le tout alors qu'ils n'ont aucune voix au chapitre.

L'Alliance des retraités considère cette situation comme inéquitable.

COMPARAISON ENTRE LES RETRAITÉS DE L'ONTARIO ET DU QUÉBEC

De nombreuses entreprises opèrent dans plus d'une province du Canada. Généralement, le Régime de retraite comprend à la fois des participants en Ontario et au Québec. Normalement, on devrait s'attendre à ce que les retraités soient traités de la même façon dans les deux provinces. Or, tel n'est pas le cas puisque les retraités de l'Ontario sont mieux traités que les retraités du Québec.

Les retraités de l'Ontario sont mieux traités que les retraités du Québec à cause du Fonds de garantie des prestations de retraite qui existe en Ontario mais qui n'existe pas au Québec. Sans entrer dans les détails de ce Fonds, disons simplement que le premier 1000,00 \$ de rente mensuelle et 80 % de l'excédent sont garantis par ce Fonds dans les cas où un employeur n'est pas capable d'assumer le déficit de la caisse de retraite.

En conséquence, dans les Régimes où se retrouvent des participants du Québec et de l'Ontario, les participants ontariens seront moins pénalisés que les participants du Québec en cas d'incapacité de leur employeur d'assumer ses obligations.

Il s'agit d'une injustice qui génère de la frustration auprès des participants québécois.

L'Alliance des Associations de Retraités se demande pourquoi le Québec n'a pas adopté une telle mesure de protection comme en Ontario.

QUEL EST L'INTÉRÊT POUR LES RETRAITÉS DE RECEVOIR UNE RENTE DU RÉGIME DE RETRAITE PLUTÔT QUE D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCES.

Il y a deux façons pour un retraité de recevoir sa rente de retraite. La première est la plus courante; le retraité reçoit sa rente du Régime de retraite. Ainsi, dans un tel cas, les cotisations et les rendements accumulés pour payer la rente de retraite demeurent dans la caisse de retraite et font partie des actifs du Régime. La deuxième façon est l'achat d'une rente auprès d'une compagnie d'assurances. En effet, certains Régimes de retraite choisissent d'acheter une rente auprès d'une compagnie d'assurances plutôt que de payer la rente à même le Régime de retraite.

Lorsque la rente est achetée auprès d'une compagnie d'assurances, le retraité reçoit une rente fixe, c'est-à-dire celle qui a été accumulée en vertu du Régime de retraite. Si la situation financière est favorable, c'est la compagnie d'assurances qui fera un profit plus élevé qu'anticipé alors que si la situation financière est défavorable, la compagnie d'assurances encaisse la perte.

Par ailleurs, si la compagnie d'assurances fait faillite, les rentes des retraités sont assumées par la SCIAP. En effet, les compagnies d'assurances ont établi un Fonds de garantie qui assure les rentes des retraités pour un montant équivalant à 2000,00 \$ par mois (En pratique, lorsque la rente de retraités est plus élevée que 2000,00 \$ par mois, l'achat se fait auprès de plus d'une compagnie d'assurances afin de profiter de ce Fonds d'assurances).

Le seul intérêt des retraités justifiant que les rentes de retraite soient payées par le Régime de retraite lui-même plutôt que d'être achetées auprès d'une compagnie d'assurances se retrouve dans la participation aux surplus. En effet, si les retraités ne peuvent pas avoir la garantie qu'ils vont participer dans les surplus qui se dégagent sur le capital qui est réservé pour payer leurs rentes, ils n'ont aucun intérêt à ce que leurs rentes soient payées par le Régime puisqu'au cas de déconfiture de leur employeur, leur rente sera diminuée. Dans une telle situation, leur intérêt se situe dans l'achat d'une rente auprès d'une compagnie d'assurances afin de bénéficier de la garantie.

CONCLUSION

Dans la situation actuelle, les retraités québécois sont moins bien protégés que les retraités ontariens en cas d'incapacité de leur employeur de payer le déficit de la caisse de retraite.

Les retraités ne sont pas aussi bien protégés si leur rente est payée par le Régime de retraite que si la rente est achetée auprès d'une compagnie d'assurances qui offre la garantie de la SCIAP.

Dans les circonstances, l'Alliance des Associations de Retraités demande que la Loi RCR soit amendée pour prévoir les principes suivants :

- 1- La participation obligatoire des retraités dans les surplus générés par les rendements excédentaires de la caisse de retraite et ce, au pro rata des crédits de rentes avec les participants actifs.**
- 2- Les rentes des retraités dans un régime de retrait privé devraient être garanties par une des méthodes suivantes :**
 - a) Une garantie bancaire fournie par l'employeur,**
 - b) Un Fonds d'assurances collectives comme le Fonds de garantie de l'Ontario ou la SCIAP.**
 - c) Le choix du retraité d'exiger du Régime de retraite l'achat d'une rente auprès d'une compagnie d'assurances et ce, en tout temps.**